HAL
open science

La fabrication de l"'Autre" par le pouvoir

Christine Delphy, Daniel Bertaux, Catherine Delcroix, Roland Pfefferkorn

To cite this version:

Christine Delphy, Daniel Bertaux, Catherine Delcroix, Roland Pfefferkorn. La fabrication de l"'Autre" par le pouvoir. Migrations Société, 2011, précarités, racismes et résistances, 23 (133), pp.57-77. hal-01285389

HAL Id: hal-01285389

https://hal.science/hal-01285389v1

Submitted on 9 Mar 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA FABRICATION DE L'"AUTRE" PAR LE POUVOIR

Entretien avec Christine Delphy[*]

Propos recueillis par Daniel BERTAUX [**]
Catherine DELCROIX [***]
Roland PFEFFERKORN [****]

Catherine Delcroix *: Peux-tu expliquer ce que cachent les dominants derrière la mise en avant permanente de la question de la différence et pourquoi veulent-ils parler à la place de ceux qu'ils désignent comme des "Autres" ?*

Christine Delphy : Ce qui m'a beaucoup frappée depuis quelques années, c'est tous ces auteurs, y compris des gens qui sont notoirement de droite comme Dominique Schnapper, qui prônent l'acceptation des "Autres", de l'"Autre", sans jamais d'ailleurs dire *qui* c'est ni *pourquoi* il est "Autre". Et aussi le fait que tout le monde semble savoir qui est l'"Autre", et donc qui est le "Même".

Je connais bien cette question de l'"Autre", parce que je suis une "Autre". *La* femme est une "Autre", c'est la grande "Autre". On ne peut pas la comprendre... Mais qui est ce "on" qui ne peut pas *la* comprendre ? Pour elle-même, une femme n'est pas une "Autre".

L'"Autre" c'est donc quelqu'un qui n'a pas droit à la parole. Tandis que "d'autres que les Autres" parlent des "Autres" mais ne *se* désignent jamais. J'ai appelé ces derniers les "Uns". Les "Uns" sont ceux qui ont le pouvoir de désigner qui est "Autre". Il y a des "Autres" parce qu'il y a des "Uns". Ces "Uns"-là sont "derrière les autres" dans le sens où ils sont cachés ; mais

---

* Sociologue, directrice de recherches émérite, CNRS, Institut des sciences humaines et sociales, unité Triangle : action, discours, pensée politique et économique, Lyon.

** Sociologue, directeur de recherches émérite, Laboratoire Cultures et Sociétés en Europe (CNRS - Université de Strasbourg), Maison interdisciplinaire des sciences de l'homme d'Alsace (MISHA), Strasbourg.

*** Professeur de sociologie, Laboratoire Cultures et Sociétés en Europe (CNRS - Université de Strasbourg).

**** Professeur de sociologie, Laboratoire Cultures et Sociétés en Europe (CNRS - Université de Strasbourg).

les "Uns" sont premiers, les "Uns" sont ceux qui créent les "Autres". Après ils se posent des questions sur ces "Autres", et surtout : faut-il les accepter ?

Pourquoi parlent-ils à la place des "Autres" ? Il n'y a pas de mystère là dedans : ils parlent à la place des "Autres" tout simplement parce qu'ils ont *fait* les "Autres". Ils n'arrêtent pas de raconter la "différence" des "Autres", et donc de se recréer eux-mêmes sans arrêt comme "Uns". Ils sont *les détenteurs de la parole*, ils sont en droit de nommer la société, de la diviser en groupes, dont ils sont le groupe dominant ; et cela se révèle par leur pouvoir à la fois de créer les "Autres" et de se créer eux mêmes comme "Uns", comme "non-Autres".

C. Delcroix : *Quelles sont les conséquences pour ceux qui sont désignés comme "Autres" ? La manière dont les "Uns" désignent les "Autres" a-t-elle des conséquences, par exemple, pour se battre contre la précarité ?*

Ch. Delphy : Si on se place à ce niveau du discours, ces gens qui souffrent de discrimination sont en même temps appelés des "Autres" : ces deux faits sont reliés dans la tête des "Uns" et sont reliés aussi dans la tête des "Autres", à qui on répète sans arrêt qu'ils sont traités différemment parce qu'ils sont différents ; que c'est en raison de leur altérité qu'ils subissent le traitement qu'ils subissent. On leur dit : « *C'est parce que vous êtes Autres* ». Les gens qui sont les "Autres" intériorisent cette explication. Ils n'ont pas le pouvoir : ils n'ont pas le pouvoir de nommer, ils n'ont pas le pouvoir de retourner aux "Uns" l'appellation "Autres", ils n'ont pas même le pouvoir de se nommer eux-mêmes. Leur nom leur est donné par les "Uns".

Jusqu'au jour où ils se rebellent un peu contre cela. D'ailleurs, je remarque que les gens qui sont "racisés", qui sont distingués d'une façon raciste, se rebellent plus facilement que les femmes, qui continuent à un certain niveau d'accepter qu'elles sont "Autres". "Autres" que quoi ? Les féministes radicales disent qu'un « *différent* » implique un « *référent* ». Et qui est le référent en ce cas sinon les hommes ? Et pourquoi seraient-ils en position d'être le référent ? D'être le modèle ? Mais très souvent les femmes acceptent. Même certaines féministes acceptent qu'elles sont « *différentes* » et se mettent à gloser sur cette différence : qui serait bonne ou qui serait mauvaise, sans se demander pourquoi ce doit être elles qui sont « *différentes* ».

C. Delcroix : *Peux-tu parler aussi de l'altérisation très profonde des Arabes et des Noirs qui, dans la société française, sont présentés comme responsables de la violence sexiste de manière unilatérale*[1] *? Comment cette opposition entre les sexistes et les antiracistes est-elle apparue ?*

Ch. Delphy : La société française dans son ensemble, avec l'aide d'une grande partie des femmes qui se disent féministes, est arrivée à faire d'une pierre deux coups : d'une part, à accuser toute une partie de la population de défauts ignobles — elle serait non seulement sexiste mais aussi homophobe, antisémite — et, d'autre part, à absoudre complètement de sexisme la société dominante. Le résultat, c'est qu'on ne parle plus du sexisme général de notre société, tous hommes confondus. Par exemple, Élisabeth Badinter prétend que « *chez les Français de souche, que ce soit dans le judaïsme ou le catholicisme, on ne peut pas dire qu'il y ait une oppression des femmes* »[2].

Or, quand en 1970 nous avons recréé le mouvement féministe, ce n'est pas au sexisme des Arabes que nous pensions. Comme tous les travailleurs immigrés, ils essayaient de se faire oublier ; et nous, en tant que Blanches, nous n'avions quasiment pas de rapports avec eux. On pensait au sexisme de nos pères, de nos frères, de nos copains. Et voilà que tout d'un coup on apprend qu'il n'y a pas d'oppression des femmes « *chez les Français de souche* » ! On a vu plusieurs manifestations contre les violences exercées contre quatre femmes : les quatre avaient des prénoms arabes. C'était très peu de temps après que l'enquête nationale sur les violences envers les femmes en France (ENVEFF) soit publiée[3]. Et aujourd'hui, des comptages sont faits tous les ans ; chaque semaine deux à trois femmes sont tuées par leur mari ou leur compagnon. Mais les Monique, les Françoise tuées par des compagnons blancs comme elles, où sont-elles mentionnées dans ces manifestations ? Une Gofrane ou une Shérazade morte aux mains d'un type qui s'appelle Ahmed ou Sofiane est-elle plus morte qu'une Monique ou une Marie morte aux mains d'un type qui s'appelle Pierre ou Bertrand ?

Toute cette campagne, qui dure maintenant depuis 2003, sur le sexisme des Arabes et des Noirs, a deux effets, tous les deux désastreux, sur la

1. Cf. GUÉNIF-SOUILAMAS, Nacira ; MACÉ, Éric, *Les féministes et le garçon arabe,* La Tour-d'Aigues : Éd. de L'Aube, 2004, 106 p.

2. BADINTER, Élisabeth, "La victimisation est aujourd'hui un outil politique et idéologique", *L'Arche*, n° 549-550, novembre-décembre 2003.

3. Cf. JASPARD, Maryse ; BROWN, Élizabeth ; CONDON, Stéphanie ; FOUGEYROLLAS-SCHWEBEL, Dominique ; HOUEL, Annick ; LHOMOND, Brigitte ; MAILLOCHON, Florence, *Les violences envers les femmes en France : une enquête nationale*, Paris : La Documentation française, 2003, 374 p.

société française. D'abord, le discours sur la violence spécifique, extraordinaire des descendants d'immigrés africains, coexiste avec le discours — qu'à la fois il contredit — sur la nécessité de mettre fin aux discriminations racistes. On accuse les victimes de discriminations racistes d'avoir "la rage" et on dit en somme que « *ces gens* » ne sont pas méritants : ce sont des sexistes, des antisémites, des homophobes. Alors, sont-ils dignes d'être défendus contre les discriminations ? Ou au contraire, méritent-ils qu'on se méfie d'eux et qu'on leur refuse emploi, logement, promotions ? La coexistence de ces deux discours ne peut durer sans que l'un des deux gagne. Et on voit bien lequel gagne. Donc le racisme gagne.

Ensuite, il n'y a pas que le racisme qui gagne. Le sexisme gagne aussi. En effet, le discours sur le sexisme extraordinaire des Noirs et des Arabes, outre qu'il conforte le racisme, conforte le sexisme, en faisant apparaître le sexisme "ordinaire" des Blancs comme bien peu de chose, et finalement comme éteint ou en voie d'extinction. Or, en accusant les Noirs et les Arabes d'être les seuls sexistes, et en particulier en prétendant que le foulard ou le voile sont les seuls symboles patriarcaux, tandis que les talons hauts, le maquillage, la chirurgie esthétique sont exempts de sexisme, ils provoquent de façon tout à fait prévisible une réaction de défense. Et cette réaction, comme l'action initiale, est extrême. Par exemple, elle présente le foulard comme un « *simple morceau de tissu* », ce qu'il n'est évidemment pas, de même que des talons aiguille ne sont pas « *de simples chaussures* ». Car le vêtement, tout vêtement, dit quelque chose, et même plusieurs choses. Les vêtements sont *genrés* : ils signifient, entre autres choses, la hiérarchie entre hommes et femmes. Et les vêtements des femmes, qu'il s'agisse des talons hauts, avec la réduction de la mobilité et du confort qu'ils entraînent, ou du voile intégral (*niqab*), qui limite aussi la mobilité et le confort, disent clairement que pour plaire aux hommes les femmes doivent "volontairement" se mettre dans des situations où leur infériorité statutaire est marquée, à la fois par le sens (compris par tout le monde) du vêtement et par les conséquences concrètes qu'il entraîne (comme l'incapacité de courir, et donc la vulnérabilité), conséquences qui font d'ailleurs partie de son sens.

Malheureusement, au lieu de faire une critique féministe de l'ensemble de ces vêtements, de ce qu'ils signifient, que ce soit la préservation d'une pudeur non exigée des hommes (le voile) ou la disponibilité sexuelle, également non exigée des hommes (les vêtements "sexy"), des conséquences sur le confort, la santé, la mobilité qu'ils provoquent, beaucoup de féministes en sont venues à ne dénoncer comme sexistes que les vêtements non occidentaux, tels le foulard ou le voile, tandis qu'elles banalisent

comme "jolis" leurs équivalents occidentaux ; de plus, elles apportent leur appui aux politiques qui les interdisent.

Or ces interdictions faussent nécessairement la discussion. Car aucun vêtement ne devrait être interdit. En revanche, la critique féministe devrait être libre. Mais critiquer les connotations *genrées* d'un vêtement ne peut se faire que si cela n'entraîne pas une atteinte à la liberté légale de s'habiller comme on veut (sachant que même cette liberté légale est encadrée par la notion d'"ordre public" et que, sur le plan sociologique, ce qu'on veut est socialement déterminé). Or, dès lors que cette critique, d'une part, ne s'applique qu'à certains vêtements et, d'autre part, est présentée comme la justification d'une *punition*, elle devient intenable.

De même, puisque le sexisme des Arabes et des Noirs est présenté comme le seul sexisme existant, la réaction à cette accusation est de nier l'existence de tout sexisme ; ce qui est absurde, mais compréhensible dès lors que cette accusation est utilisée de façon discriminatoire et à des fins discriminatoires. Or, de même que pour les vêtements, une majorité de féministes a accepté que des hommes politiques se présentent comme des défenseurs de LA femme, alors qu'ils n'ont jamais pris le féminisme au sérieux ni entendu une seule des revendications féministes ; de plus, cette majorité de féministes a accepté d'appuyer, au moins de façon tacite, cette discrimination entre hommes blancs et hommes "de couleur" : cette aile des féministes a donc accepté la thèse susmentionnée d'Élisabeth Badinter... tout en prétendant obtenir une loi contre les violences. Cette demande n'avait jamais été très audible, mais elle est devenue complètement incompréhensible. De quelles violences s'agit-il ? Le plus grand reproche que l'on puisse d'ailleurs faire à cette aile du féminisme est d'avoir manqué l'occasion qui lui était offerte sur un plateau de dénoncer ces personnages politiques — de tous bords — pour leur indifférence et leur inaction, qui sont la preuve de leur sexisme militant.

Il en est résulté non seulement une justification de la discrimination raciste, mais aussi une régression majeure dans la lutte contre le sexisme : la France blanche s'est sentie purgée de son sexisme, qu'elle a ainsi exilé et interné dans le département de la Seine-Saint-Denis. On n'avait plus besoin de parler des femmes ou des hommes, on pouvait ne parler que des musulmans et du foulard, où s'était concentré tout le mal. Les populations visées, quant à elles, femmes et hommes confondus, devant une accusation qui était en réalité une opération d'exorcisme, ne pouvaient que refuser l'ensemble du procédé. Le pouvoir a néanmoins réussi à les diviser en suscitant des organismes comme *Ni putes ni soumises*, un petit

groupe de femmes dont la version du féminisme était de pouvoir s'habiller de façon "féminine" comme les femmes blanches, et qui ont été largement subventionnées et mises en avant tant par la gauche que par la droite.

Nous en sommes là aujourd'hui. Une seule opération a fait progresser le racisme, tout en rendant le sexisme invisible : celui des Blancs, parce que le sexisme "n'existe pas chez eux", et celui des Noirs et des Arabes, parce qu'il est indéniablement raciste de faire d'eux des boucs émissaires. La vérité n'a pas pu être dite. Pourtant elle est simple : l'ensemble des cultures[4] qu'on peut identifier aujourd'hui sur le sol européen sont des cultures qui reposent sur des structures sociales et des idéologies *patriarcales* et qui engendrent des comportements individuels sexistes. Certains pensent que les Arabes et les Noirs sont plus sexistes que les Blancs ; mais mesurer le sexisme d'un pays pour le comparer à celui d'un autre, *a fortiori* comparer deux provinces ou encore deux types de population exigerait la mise au point de définitions du sexisme : parle-t-on par exemple du degré de liberté des femmes, de leur degré d'indépendance économique, ou du "machisme" perçu des hommes, ou encore de tout cela à la fois ? Or il n'existe pas d'accord sur la définition du sexisme, donc encore moins sur les méthodes qui permettraient de le mesurer. Tant que nous sommes dans l'incapacité de mesurer le sexisme d'un groupe ou d'une nation, il faut assumer qu'à l'intérieur d'un même pays, où les grandes structures patriarcales, économiques et légales sont par définition les mêmes, les variations idéologiques et de comportements individuels ne peuvent être grandes ; il faut assumer que les Noirs et les Arabes ne sont pas *moins* sexistes que les autres, mais aussi, par voie de conséquence, qu'ils ne le sont pas *plus*.

Je sais que cette assertion va à l'encontre de la perception ordinaire au sein de la population, y compris chez les sociologues. Cette perception est que les Africains en général sont plus sexistes que les "Occidentaux". C'est cet *a priori* qui s'exerce à l'endroit des personnes d'origine africaine, quand bien même elles sont nées et ont été élevées en France ou dans un autre pays occidental. Mais nous portons sur ces personnes un regard qui, au lieu de chercher les ressemblances entre elles et les autres Français, cherche les différences : suppose, cherche et trouve des différences, et les met en valeur au détriment des ressemblances.

4. Par "cultures" j'entends les pratiques et les discours des personnes, regroupées objectivement ou subjectivement en fonction de leur appartenance de genre, de classe, de race, de sexualité, d'âge ou d'autres critères.

Ces différences peuvent exister ou être fantasmatiques, ou les deux à la fois. C'est une chose connue, mise en évidence par Letti Volpp[5], que le même comportement est attribué dans le cas d'un homme blanc à sa psychologie individuelle et dans le cas d'un homme "de couleur" à sa "culture étrangère", ou plutôt présumée étrangère en raison de la nationalité de ses parents ou grands-parents. Dès lors que le sexisme est attribué, *via* une origine nationale ou ethnique "étrangère", à une culture également étrangère, le sexisme de l'individu est vu comme appartenant à cette culture étrangère, et il est plus mis en relief, plus remarqué que le sexisme ordinaire de notre propre culture, car la culture propre d'une personne, fût-elle sociologue, tend à être naturalisée, à n'être pas vue comme une culture ; le sexisme ordinaire qui fait partie de cette culture tend par conséquence à être minimisé, voire ignoré, comme élément culturel.

Un exemple de cela est que l'assassinat de femmes arabes ou musulmanes, à coups de pierres ou par le feu, par des hommes arabes ou musulmans, nous semble plus horrible que l'assassinat d'une femme blanche par un homme blanc à coups de poing. Nous n'approuvons jamais le meurtre, mais certaines méthodes — le feu, les pierres — nous semblent plus horribles que tuer à mains nues, parce que cette dernière méthode est courante en Occident. Le résultat — la mort — est le même, mais les jurys appliquent des peines beaucoup plus lourdes aux meurtres commis avec des méthodes exotiques qu'aux meurtres commis à mains nues. Cette dernière technique de mise à mort est implicitement vue comme une réaction "humaine", "spontanée", due à un état émotionnel lui aussi "humain" et "spontané" : battre à mort — qu'il s'agisse des gestes ou de l'état émotionnel où doit se mettre le meurtrier pour les accomplir — est vu comme "ordinaire", "pouvant arriver à tout le monde", faisant partie des extrêmes auxquels tout individu peut être conduit dans sa vie, auxquels il peut être conduit par la vie.

Ainsi les meurtriers de femmes, tant qu'ils sont "de souche", sont-ils vus comme les protagonistes d'un "drame passionnel" si ce sont des amants ou des maris ou comme des "monstres" (des fous) si ce sont des inconnus, et toujours comme des individus. Les meurtriers non "de souche" sont vus comme des marionnettes — interchangeables — agies par les superstitions archaïques de leur culture. On n'a pas besoin de psychologie avec eux : il suffit de dire : « *Ils sont turcs* ».

5. Cf. VOLPP, Letti, "Quand on rend la culture responsable de la mauvaise conduite", *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 25, n° 3, 2006, pp. 14-31.

Roland Pfefferkorn *: À propos du foulard ou du voile, j'aimerais que tu reviennes sur la manière dont les comparaisons internationales sélectives ont été utilisées dans l'argumentation par rapport à la situation française. Il me semble clair qu'on déplace les problématiques et que, en même temps, ce déplacement permet de privilégier l'émotionnel chez beaucoup de gens. Peux-tu revenir sur cet usage sélectif des comparaisons internationales ?*

Ch. Delphy : Je parlais récemment avec une femme journaliste à la télévision du débat sur l'interdiction du foulard à l'école et du fait que cela pénalisait de jeunes Françaises. Elle en était d'accord mais elle pensait que cette interdiction pouvait aider... les Iraniennes ! Quand je lui ai demandé en quoi, elle m'a répondu que cela pouvait « *être un signe* ». Mais un signe de quoi et dirigé vers qui ? On ne peut comprendre ce qu'elle voulait dire qu'en s'inscrivant à l'intérieur du mythe national qui voit la France comme phare et guide des nations. Dans ce paradigme, dès que les Français font quelque chose, à l'étranger on se dit : « *Ah, les Français font ça ! ! Ça doit être intéressant ! Et si on faisait la même chose ?* ». Mais les autres pays ne se disent pas cela, ils sont dans *leur* propre mythe national, pas dans le nôtre, et ils ne nous voient pas comme un exemple.

Il faut qu'on se mette bien cela dans la tête. Je trouve triste que des gens aient cette vision... qu'ils imaginent encore la France comme une espèce de fanal qui inonde de sa lumière les autres pays. Parce que c'est une illusion. Et ce n'est pas du tout ainsi que la France est perçue, surtout dans les pays naguère colonisés. Ce n'est pas parce qu'on interdit le foulard sur le sol français que ça va arranger la situation en Algérie. Au contraire, tout ce qui est francophile ou même francophone est perçu en Algérie comme appartenant au « *Parti de l'étranger* », et l'Algérie ferait plutôt le contraire de ce que fait la France, par principe. En nous croyant un exemple, dans notre rêve franco-français, nous sous-estimons complètement le ressentiment qui continue d'exister en Afrique du Nord, et en Afrique tout court, contre la France, contre toutes les puissances coloniales. On ne veut pas en tenir compte, on se raccroche à notre version du conflit, une version pro-colonialiste, et on refuse de voir ce ressentiment.

De la même façon que l'on ne veut pas tenir compte de ce qui risque d'arriver en France. J'entends beaucoup de gens dire que la loi de 2004 interdisant le foulard à l'école est très bien. Ils disent : « *Ça s'est très bien passé* », voulant dire par là que les filles enlèvent leur foulard (et celles qui ne l'enlèvent pas et qui ne vont plus en classe, on n'en parle pas, c'est mal élevé). En effet, que peuvent-elles faire, ces élèves ? Elles enlèvent leur foulard à l'entrée de l'établissement et le remettent à la sortie. Ça s'est très bien passé dans le sens qu'il n'y a pas eu de bombe dans les écoles.

Mais enfin, il faut voir plus loin : ces jeunes filles vont au collège, puis au lycée pendant sept ans ; pendant sept ans de leur vie elles sont humiliées matin et soir — et entretemps — car toutes leurs camarades savent *et* qu'elles portent un foulard *et* qu'elles ont été obligées de le retirer à la porte de l'établissement. Elles vont devenir adultes. Les Algériens n'ont pas oublié les 130 ans de colonisation et ils n'ont pas oublié les huit années de guerre. Ces jeunes filles vont-elles oublier ces sept années d'humiliation ? Je ne le pense pas.

Quand elles vont devenir adultes, c'est là qu'on verra ce qu'on a fait, qu'on verra vraiment le résultat de la loi. On a créé encore un autre clivage, comme s'il n'y en avait pas déjà assez. On a empiré les choses. Car si elles portent le foulard, c'est parce qu'il y a quelque chose qui ne va pas ; et ce quelque chose qui ne va pas, pour commencer, c'est le racisme qu'elles subissent.

Sinon elles ne porteraient pas ce foulard, qui n'est pas un foulard maghrébin. Ce n'est pas la continuation d'une tradition ou d'une coutume familiale. La moitié ou plus de leurs parents, loin de les forcer à le porter, s'y opposent. Dans la génération des parents cela ne se faisait pratiquement pas. Cette génération croyait à l'intégration. Mais la génération suivante a vu le résultat de cette croyance : aux yeux de la nouvelle génération, il n'y a pas d'intégration, et leurs parents se sont fait rouler dans la farine. Leur façon de se rebeller, c'est de porter le foulard. Si, quand elles se rebellent contre un traitement qu'elles trouvent injuste, on leur répond par une punition injuste elle aussi, ça ne va pas arranger les choses. On peut taper sur la tête des gens, et quand ils la relèvent, retaper, mais il faut être conscient que c'est une conduite à risques. C'est celle de la France aujourd'hui.

R. Pfefferkorn *: Par rapport à ces filles exclues de l'école à qui on refuse le droit à l'éducation, l'interdiction du foulard n'est en rien une mesure féministe. La moitié des filles qui ont été exclues en France, l'ont été en Alsace et en Moselle, c'est-à-dire dans les trois départements non laïques. Or en Alsace et en Moselle il y a des curés, des rabbins et des pasteurs qui donnent des cours de religion au sein des établissements scolaires publics, qui siègent dans des conseils de classe, y compris dans des établissements où on a exclu des filles*[6]*. La contradiction apparaît là particulièrement grotesque. De plus,*

6. Cf. PFEFFERKORN, Roland, "Alsace-Moselle : un statut scolaire non laïque", *Revue des Sciences Sociales*, Strasbourg, n° 38, 2007, pp. 158-171.

jamais il n'y a eu en France une campagne publique en faveur de la laïcité dans ces trois départements...

Ch. Delphy : Là on est face à une situation paradigmatique. Il est clair que le ressort des campagnes anti-foulard n'est en rien une opposition à la religion en général. Le ressort est le racisme. Ce n'est pas à *la* religion qu'on en a, parce que les autres religions sont non seulement tolérées mais favorisées et subventionnées en Alsace-Moselle, et en Guyane, au sein de l'école publique, au détriment des non-croyants qui, garçons et filles, doivent trouver des excuses pour ne pas subir les cours de religion. C'est en réalité une religion précise — l'islam — qui est refusée et attaquée par des gens qui prétendent qu'ils ne peuvent supporter *aucune* religion. Cependant, on voit qu'ils ont une grande tolérance pour les religions chrétiennes. En fait ils les ont intégrées comme des éléments culturels, et ils ne les voient plus comme des religions avec la connotation péjorative qu'ils donnent à ce terme. Comme si la culture était une chose et la religion une autre. Or la religion fait partie de la culture, et vouloir l'en exclure est absurde. La religion n'est qu'un des aspects d'une culture qui est sexiste de bout en bout. Mais enlevons la religion de la culture — par exemple parmi les "déchristianisés" français, la majorité des gens en France — trouve-t-on moins de sexisme ? Absolument pas. D'ailleurs, trouve-t-on moins de christianisme chez les athées ? Cela semble une question absurde, et pourtant...

Les laïcards vivent dans un pays catholique, ils prétendent que le catholicisme n'est pour eux qu'une série d'églises — gothiques ou romanes — seulement des monuments pour lesquels leur intérêt est strictement esthétique, mais en même temps ils nient que le catholicisme soit un des piliers de l'ensemble de leur culture. Par ailleurs, ils se déclarent opposés à tout esprit religieux et partisans d'une séparation absolue entre le domaine politique et la religion. Cette position est pourtant contraire à la loi de 1905, qui stipule que les Églises ne doivent pas intervenir *ès qualités* dans le débat politique, mais qui n'empêche pas les gens d'avoir leurs convictions ; nombre de politiciens actuels, comme François Bayrou ou Christine Boutin, se disent ouvertement catholiques et déclarent haut et fort que leurs convictions religieuses informent leur morale et leur politique. D'ailleurs, comment pourrait-il en être autrement ? Pourraient-ils laisser leurs convictions à la porte du Parlement ? Et pourquoi le feraient-ils ? Mais nos intellectuels ainsi que de nombreux autres politiques chrétiens semblent ignorer les musulmans et redouter qu'ils n'introduisent leurs convictions dans la vie politique. Or c'est sûr que quand des musulmans croyants entreront dans la vie politique, ils n'auront aucune raison de laisser leurs

croyances à la porte. Que les musulmans, comme les catholiques et les protestants, aient droit à leurs croyances et les expriment, où que ce soit, c'est en cela que consiste la liberté de conscience garantie par nos Constitutions et nos conventions internationales. Les *Églises* sont exclues du fonctionnement politique, pas les consciences. Les députés qui étaient opposés à l'avortement (en France, en 1974) ont voté contre, et personne n'a dit que c'était illégitime parce que cette opinion était liée à leurs convictions religieuses.

Pour en revenir aux hyper-laïcs, qui prétendent qu'il faut faire dans la vie publique comme si les religions n'existaient pas, très curieusement ils passent leur temps non seulement à étudier l'islam, mais à l'expliquer aux musulmans. Les grands "spécialistes" de l'islam que sont Bernard-Henri Lévy et Caroline Fourest font assaut de citations de hadiths et de sourates et deviennent des exégètes du Coran. Ils expliquent, comme le fait aussi le Premier ministre, que le foulard ou le *niqab* « *ne sont pas des obligations religieuses pour les musulmanes* ».

Nous sommes ainsi en pleine confusion, et même en pleine schizophrénie. Ces contempteurs des musulmans prétendent à la fois rejeter toutes les religions, *la* religion, et en même temps... chercher la "véritable" religion, qui serait, elle, acceptable !

L'État, par exemple, se mêle de fabriquer un « *islam de France* », et c'est le Premier ministre qui le définit, en excluant le *niqab* de cet islam-là. Mais c'est complètement contradictoire avec la loi de 1905 et la liberté de conscience et de culte. Les gens ont le droit de croire à ce qu'ils veulent, et il n'y a donc pas de "bonne" ni de "mauvaise" interprétation de l'islam — ou de l'astrologie — du point de vue de la loi, du point de vue de l'État. Car la loi de 1905 met sur le même pied toutes les croyances, l'astrologie et le voltairisme, le bouddhisme et l'athéisme. L'astrologie a plus d'adeptes en France — et ailleurs — que toute autre foi : Ronald Reagan par exemple, lorsqu'il était président des États-Unis, ne prenait jamais une décision importante tant que certains signes du zodiaque n'étaient pas dans les bonnes *maisons* (je ne comprends pas ce que cela veut dire, mais Reagan, lui, comprenait). L'État n'a tout simplement pas à intervenir dans les questions religieuses, dans les convictions individuelles : c'est là l'une des libertés fondamentales. Mais cette liberté-là, les Français, qui se la sont donnée sur le papier, sont incapables de la vivre : elle leur semble trop grande. C'est ce refus de la liberté que l'on voit à l'œuvre dans cette contradiction qui montre des athées confirmés se plongeant dans le Coran pour le réinterpréter après des milliers de théologiens

musulmans, prétendant connaître l'islam mieux qu'eux. Et c'est au nom de la séparation des Églises et de l'État qu'ils encourent ce ridicule ! Voilà des gens qui ne supportent pas la liberté de conscience, et qui voudraient revenir aux périodes antérieures, où l'État dictait aux gens ce qu'il fallait penser.

C. Delcroix : *Quelle est la place du Mouvement des indigènes de la République dans ce processus ? Peut-il jouer un rôle dans la lutte contre la précarité dans la société française ?*

Ch. Delphy : Le Mouvement des indigènes de la République est très important dans ce moment de l'histoire française et de la lutte contre le racisme, qui est différente de la lutte contre la précarité. Car la lutte contre la précarité concerne tout le monde, tandis que la lutte contre la discrimination ne concerne que les gens discriminés[7]. Ce mouvement est important parce qu'il est une des réactions à la loi contre le port du foulard à l'école. C'est une réaction de lutte et de radicalisation. Et c'est ce qu'il faut comprendre : maintenant, à chaque répression, la protestation contre l'inégalité et le racisme prendra des formes plus radicales et plus déterminées. Ce mouvement a renoncé à se fondre dans les grands mouvements réformistes — et blancs — de lutte contre le racisme, qui voient le racisme d'abord, sinon uniquement, comme *l'idéologie des personnes* racistes et non comme un *système* qui comprend certes ces attitudes, mais aussi et surtout des *mécanismes de discrimination*, ainsi que les *effets* de ces mécanismes et des attitudes racistes contre d'autres personnes. Le Mouvement des indigènes de la République voit le racisme *comme un système* ; et sa forme de lutte n'est pas une communication morale en direction de la société blanche, du style « *ce n'est pas bien, le racisme* », mais un message de dénonciation et d'appel à l'auto-organisation, message destiné aux indigènes "sociologiques" : aux descendants d'immigrés issus de la colonisation.

C'est évidemment uniquement ce type d'organisation qui risque de faire bouger les choses. Les associations du type Ligue des droits de l'homme (LDH) ou Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), qui sont contrôlées par des Blancs, refusent de voir le caractère systémique de la discrimination raciale. L'une des preuves de cela est la façon dont nous parlons de "lepénisation", comme si avant Le Pen le racisme n'existait pas ! Or non seulement les "idées" racistes

7. Cf. DELCROIX, Catherine, "Entre volonté de s'en sortir et discrimination, une trajectoire éclairante", *Nouvelles Questions Féministes,* vol. 26, n° 3, 2007, pp. 82-100.

existaient, mais surtout *l'organisation raciste* de la société existait. Le Pen n'avait pas — et n'a toujours pas — le pouvoir de créer cette organisation. Parler de "lepénisation" c'est réduire le racisme à des "idées". C'est aussi ce qu'ont fait les plus connus des sociologues et philosophes spécialistes du racisme : pour eux le racisme est un ensemble d'idées, et ce qui est important à leurs yeux, c'est de classer ces idées selon... d'autres idées : selon qu'elles sont de type "biologiste" ou de type "culturaliste", etc. Ils s'intéressaient uniquement aux personnes professant des opinions racistes lors d'entretiens. *Ils n'étudiaient pas les victimes du racisme* ; d'ailleurs, à leurs yeux, il n'est pas sûr que ces victimes existaient en tant que victimes, puisqu'ils n'étudiaient pas la discrimination raciste, étude qui leur semblait trop compliquée ; ils estimaient que c'était à "l'Administration" de leur fournir des données sur ce sujet. Comme si "l'Administration" avait des données sur la discrimination ! Leur souci majeur était de comprendre les racistes, et ils le faisaient avec beaucoup d'empathie, trouvant des explications qui ressemblaient étrangement à des circonstances atténuantes : ainsi on trouve des théories qui présentent comme inévitable le fait que des prolétaires blancs menacés par une mobilité descendante s'en prennent aux prolétaires "de couleur"[8]. Ainsi, le racisme — des Blancs — est quasiment naturalisé par cette "théorie" ; par ailleurs, les actes racistes sont négligés et les victimes ignorées.

On retrouve cette *naturalisation* dans le refus général, y compris chez les intellectuels progressistes, de reconnaître la spécificité de l'organisation raciste et sexiste de la société, de ce que j'appelle *le système de castes : racistes* ou de *genre*. Ces intellectuels considèrent qu'il n'y a pas de problème spécifique, ils affirment que nous nous trouvons devant un "simple" problème de classes sociales. Certes, les classes sociales existent, et la majorité des personnes "castées" sont dans la classe inférieure ; c'est le but ou en tout cas l'effet principal du système des castes. Cependant, ces mêmes intellectuels n'ont pas d'explication pour le fait que les femmes, les Noirs et les Arabes soient non seulement dans la classe inférieure, mais de plus dans la strate inférieure de cette classe. Et en fait ils n'ont pas d'explication parce qu'ils estiment qu'il n'y a pas besoin d'explication.

Lors d'un passage à la télévision, Emmanuel Todd soutenait cette position : selon lui, le problème des "jeunes de banlieue" est un problème de classe, bref, Noirs et Blancs sont pareillement opprimés par le capi-

8. Voir, parmi d'autres, WIEVORKA, Michel, *La France raciste*, Paris : Éd. du Seuil, 1992, 389 p.

talisme. Et quelques minutes plus tard, il ajoutait : « *Et bien entendu, les Noirs et les Arabes se retrouvent en bas* ». Mais est-ce un phénomène spontané ? Ces gens tombent-ils, d'une façon quasiment physique, au fond de la classe, comme s'ils avaient une densité corporelle supérieure ? Le fait que ce soient toujours des gens "de couleur" — et des femmes — qui sont au bas des classes déjà inférieures ne requiert-il pas d'explication sociologique ? Ne s'agit-il pas *d'un phénomène social* ? Or, s'il n'est pas social, alors c'est un phénomène naturel ; ces gens posséderaient des caractéristiques qui les prédisposeraient à "tomber", à être en bas. Et évidemment, ces intellectuels ne se demandent pas plus pourquoi les Blancs et les hommes surnagent sur les strates supérieures de chaque classe sociale. Pourquoi ont-ils un tel avantage ? Par hasard, n'en seraient-ils pas les organisateurs ? Bref, n'existerait-il pas un autre système qui se combine avec le système de classes ? On est donc confronté-e à des présupposés naturalistes qui sont si ancrés, y compris chez les intellectuels, qu'ils ne sont pas exprimés. Emmanuel Todd, par exemple, n'a même pas eu conscience de se contredire à deux minutes d'intervalle : d'abord les racisés n'avaient « *pas de problème spécifique* », et deux minutes plus tard ils « *tombaient bien entendu au fond* ».

Dans le domaine de la pratique militante des associations antiracistes, le discours était aussi privilégié par rapport aux actes. Aujourd'hui encore, ces grandes associations, contrôlées par des Blancs, quand elles intentent des procès, le font plus souvent contre des propos racistes, pas contre des actes racistes. En ce domaine, l'exceptionnalité française est marquée : aux États-Unis, un accent contraire est mis. La parole est plus libre, mais la discrimination de fait est pourchassée.

Ainsi la théorie comme la pratique antiracistes se sont-elles révélées jusqu'à présent inutiles ou contre-productives. Sans parler des grandes arnaques historiques telles que « *Touche pas à mon pote* » par lesquelles les mouvements de révolte comme la fameuse Marche pour l'égalité de 1983 — renommée avec familiarité et inexactitude "Marche des Beurs" — ont été récupérés, transformés en mouvements culturels et ainsi stérilisés par l'establishment politique. Et ça continue aujourd'hui, comme le montre l'exemple de Fadela Amara entre autres.

L'amertume des citoyen-ne-s français-es né-e-s en France de parents qui étaient des sujets de l'Empire français en Afrique est immense, et elle est très sous-estimée par la population blanche, y compris la population uni-

versitaire[9]. Il n'est que de lire les deux derniers livres de Saïd Bouamama, sociologue, qui n'a jamais arrêté de militer depuis la Marche pour l'égalité. Dans *La France : autopsie d'un mythe national*, ouvrage paru en 2008, il s'adresse à tout le monde, mais en fait surtout aux Blancs, et il explique avec patience et pédagogie que non, la France d'aujourd'hui n'était pas contenue comme un embryon dans le village gaulois d'Astérix ; que oui, elle a de multiples origines, avant même d'être envahie par les Blacks et les Beurs ; que l'apport de ceux-ci n'est pas plus à dédaigner que celui des Bretons, des Corses et de toutes les cultures qui constituent la culture "nationale" ; que notre pays n'est pas plus unique qu'un autre, puisque chaque pays est unique[10]. Bref, il reprend en sociologue le travail des historiens, et surtout de Suzanne Citron[11], et tente de désamorcer les bombes contenues dans le nouveau nationalisme français.

Dans *Nique la France, devoir d'insolence*, un livre collectif de la Zone d'expression populaire (ZEP), Saïd Bouamama a écrit la plus grande partie du texte d'analyse, et celle-ci est la même. Mais le ton du livre, donné dès l'introduction qui vaudrait la peine d'être citée en entier, est entièrement différent. C'est un appel au regroupement : les individus racisés ne se laissent plus culpabiliser par l'accusation de communautarisme ; ils revendiquent leur communauté comme un endroit de confort où on n'est pas méprisé, un endroit de ressourcement, avec des gens qui vivent les mêmes choses que vous ; un endroit de contact avec ses origines, qui ne sont plus honteuses ; et un endroit de lutte contre une communauté de sort : l'oppression[12].

C'est aussi une déclaration de rupture avec une "communauté blanche" qui n'a cessé de les trahir en les isolant, en les adoptant au compte-gouttes, en parlant pour eux, en définissant pour eux le racisme dont ils souffrent, en décidant à leur place de leur façon d'apparaître, de lutter, de penser, d'être. Rupture avec la "communauté blanche", mais aussi et surtout rupture avec le sentiment intériorisé de son infériorité, rupture avec la résignation de n'être jamais "dans la norme", rupture avec la patience, rupture avec l'humilité, rupture avec l'acceptation d'un moins d'être. C'est dans cette prise de conscience de ce que les mouvements antiracistes autant

9. Voir à ce sujet les derniers numéros de *Raison Présente* : le n° 174, "Racisme, race et sciences sociales" (coordonné par Juan Matas et Roland Pfefferkorn), 2e trimestre 2010 ; et le n° 175, "Le post-colonial après le post-colonial" (coordonné par Jean Meynier), 3e trimestre 2010.

10. Cf. BOUAMAMA, Saïd, *La France : autopsie d'un mythe national*, Paris : Éd. Larousse, 2008, 222 p.

11. Cf. CITRON, Suzanne, *Le mythe national : l'histoire de France en question,* Paris : Les Éditions Ouvrières, 1989, 334 p. ; CITRON, Suzanne, *Le mythe national : l'histoire de France revisitée*, Paris : Éd. de l'Atelier, 2008, 351 p.

12. Cf. BOUAMAMA, Saïd, *Nique la France, devoir d'insolence* , Paris : ZEP - Darna Éditions, 2010, 96 p.

que les partis ont exigé des racisés, et dans la rupture avec le consentement à ces exigences, qu'il faut voir l'importance du Mouvement des indigènes de la République et de tous les groupes qui adoptent la même démarche. Désormais, rien ne sera plus comme avant.

R. Pfefferkorn *: En même temps, en France, le monde ouvrier a largement été alimenté par l'arrivée de migrants, gens venus d'ailleurs, notamment des provinces, des "provinces" européennes de l'autre côté de la frontière... puis des "provinces" colonisées au-delà de la Méditerranée. Mais les premiers étaient européens, leurs visages étaient européens, ils n'avaient pas besoin de ce savon spécial pour enlever la "marque" sur leur visage.*

Ch. Delphy : Là est toute la différence. On se souvient des pogroms anti-italiens du Midi, des pogroms anti-polonais du Nord dans l'entre-deux-guerres. Mais leurs enfants ne sont pas appelés « *immigrés de la deuxième, de la troisième génération* »... Personne n'appelle Sarkozy un « *immigré de la deuxième génération* », ce qu'il *est* dans la logique appliquée aux enfants d'immigrés africains. Ce *n'est que pour cette population-là*, française ou autre, celle dont les parents ou grands-parents sont venus des anciennes colonies, *que le statut d'immigré devient héréditaire*, ce qui est, il faut le souligner, totalement absurde, puisque, par définition, un immigré n'est pas né en France. Or, avec cette immigration postcoloniale, le statut de colonisé ou d'ancien colonisé contamine la génération des enfants, mais aussi celle des petits-enfants. Et c'est pour cette raison que je soutiens que nous nous trouvons aujourd'hui devant une situation et des problèmes qui sont *des situations et des problèmes de castes,* des castes qui sont ici, comme aux États-Unis, vécues et rationalisées sur un mode *racial*. Cela aurait pu être évité. Cela ne l'a pas été, même si une partie de l'immigration maghrébine a pu se constituer en ce que des auteurs ont appelé la « *beurgeoisie* », ce qui n'empêche pas qu'elle subisse, elle aussi, le racisme.

C. Delcroix *: Il y a pourtant une progression qui est souvent ignorée, c'est ce que Claudine Attias-Donfut et François-Charles Wolff ont constaté dans une enquête très récente sur les familles immigrées venues de tous les continents pour vivre en France*[13]*. Les auteurs montrent la force du projet parental dans la réussite scolaire des descendants d'immigrés, qui est spectaculaire, tout comme la mobilité sociale d'une génération à l'autre, et cela quelle que soit l'origine familiale. On ignore encore beaucoup*

13. Cf. ATTIAS-DONFUT, Claudine ; WOLFF, François-Charles, *Le destin des enfants d'immigrés : un désenchaînement des générations,* Paris : Éd. Stock, 2009, 315 p.

trop ces nombreuses réussites, et cette ignorance n'est-elle pas un signe de plus du racisme ambiant ? Racisme qui d'ailleurs conduit nombre de jeunes descendants d'immigrés à tenter leur chance sous d'autres cieux.

***Daniel Bertaux** : En tant que sociologue de la mobilité sociale, je vois tout l'intérêt qu'il y a à penser simultanément en termes de classes et de castes. Les classes "en soi" sont fondées sur des places dans une structure qui les relie entre elles : place du capital, place du travail salarié, place de cadre dans l'entreprise, place de fonctionnaire... Ces places préexistent en quelque sorte aux personnes, qui viennent les occuper pour un temps ou pour toute la vie. Les rapports sociaux "de classe" sont des rapports tout à fait concrets entre des places qui résultent d'une certaine façon d'organiser la production et la répartition du pouvoir ; d'un certain mode d'organisation sociétale. Mais le phénomène de castes c'est tout autre chose : ce sont des personnes qui sont assignées, à vie et héréditairement, à des catégories créées de toutes pièces ; des catégories de perception collective, plus ou moins durables. Comme le dit Colette Guillaumin :* « Ce n'est pas la race qui crée le racisme ; c'est le racisme qui crée la race »[14].

Ch. Delphy : Absolument. La classe n'est pas en elle-même héréditaire, c'est un système de places ; tu as certes plus de chances si tu es toi-même "fils de" ou "fille de" de rentrer dans une classe inférieure, mais tu n'as pas toutes les chances, tu n'es pas marqué-e à vie. Tandis que si tu es marqué-e par la caste, tu as presque toutes les "chances" de te retrouver à la même place que tes parents.

Et c'est à ce titre-là que je considère que le genre est aussi un système de castes, parce que c'est un système *ascriptif*. On t'assigne là : les femmes dans notre société, de la même façon que les Noirs et les Arabes, vont occuper la majorité des emplois sous-payés, sont la majorité des pauvres et vont se retrouver, dans chaque secteur d'emploi ou dans chaque profession, dans le tiers inférieur.

***C. Delcroix** : Je voudrais que tu me dises — toujours par rapport au Mouvement des indigènes de la République — quelle place ils occupent et quelle pourrait être leur place pour lutter contre le racisme. Parce qu'il y a un système de castes qui s'installe, mais en même temps il y a des résistances. Et*

14. GUILLAUMIN, Colette, *L'idéologie raciste, genèse et langage actuel*, Paris : Éd. Gallimard, 2002 [1re édition 1972], 384 p.

je pense que ce mouvement, même s'il n'est pas audible dans la sphère publique, c'est quand même un mouvement très "résistant".

Ch. Delphy : Ce sont des gens qui ont pris acte de l'échec de leurs actions depuis 1983, depuis la Marche pour l'égalité. Quand le Parti socialiste a récupéré ce mouvement pour en faire un mouvement culturaliste, tout le monde portant sa petite main jaune (« *Touche pas à mon pote* »). Et puis la génération d'après n'y croit plus, plus du tout, et dit : « *Non merci, on ne veut plus de cette "égalité"-là. Ce n'est plus possible ; vous nous avez rejetés* ». Et pourtant ils sont "intégrés" dans le sens où les Français aiment utiliser le mot "intégration" : comment ne le seraient-ils pas, ils sont français nés en France ! Cependant ils sont rejetés. Ils en ont pris acte et ils comparent leur situation non pas à celle de leurs parents, mais à celle de leurs grands-parents qui étaient soumis au code de l'indigénat[15]. On leur dit : « *Le code de l'indigénat n'existe plus* », comme s'ils ne le savaient pas ! Ils sont au courant, bien entendu ; ce n'est pas par ignorance qu'ils le disent. Ils le disent pour mettre en relief, en évidence le caractère de caste de notre société. La société coloniale algérienne était une société de castes, qui n'essayait même pas de s'en cacher. Il y avait les citoyens, les Français « *de souche européenne* », et puis les « *sujets* » : les indigènes, nationaux français certes, mais pas citoyens.

Et ils comparent leur situation présente à celle-là. Elle n'est pas identique : ils ont le droit de vote, il n'y a plus de couvre-feu, mais elle est comparable.

***C. Delcroix** : Et encore, il revient facilement le couvre-feu. En 2005 il est revenu très vite.*

Ch. Delphy : À chaque fois qu'il y a des rébellions, les réactions de l'État sont des réactions coloniales : instaurer un couvre-feu, punir, supprimer les allocations familiales, supprimer ceci, cela. Dire : « *Vous n'avez pas que des droits, vous avez aussi des devoirs !* », alors que la situation réelle est au contraire qu'ils ont des devoirs, plus de devoirs que les autres, et moins de droits que les autres, ou plutôt que leurs droits ne sont pas respectés. On les traite comme des assistés, des enfants, des mineurs : « *Vous portez un foulard, mais vous ne savez pas ce qui est bon pour vous. Nous, on sait* ». Une trentenaire blanche m'a dit en 2004 à ce sujet : « *Oui, c'est vrai*

15. Cf. LE COUR GRANDMAISON, Olivier, *De l'indigénat. Anatomie d'un monstre juridique : le droit colonial en Algérie et dans l'empire français*, Paris : Éd. Zones - La Découverte, 2010, 196 p.

que ça paraît un peu dur maintenant d'exclure les filles ; mais peut-être que dans 20 ans elles nous remercieront ». Et c'est une féministe qui me l'a dit...

***R. Pfefferkorn** : Refuser le droit à l'éducation, c'est inadmissible.*

Ch. Delphy : Cette mentalité postcoloniale, paternaliste, considère qu'il y a une partie de la population qui n'a pas toute sa tête, qui est mineure à vie, et pour qui on doit faire les choses parce qu'« *elle ne sait pas* » faire. Même des gens "à gauche" refusent complètement, pour cette partie de la population, les principes d'émancipation qu'ils prétendent appliquer dans une lutte soi-disant révolutionnaire. Tout cela est effrayant, parce que c'est porté par des intellectuels qui devraient soutenir le contraire. Au moment où le Mouvement des indigènes de la République ont fait toutes ces actions, j'ai lu sur des blogs : « *Les indigènes de la France, c'est nous* »[16], ou « *Ces gens sont idiots, ils ne savent pas que le code de l'indigénat a disparu* »[17]. Ils les prennent vraiment pour les derniers des crétins.

Et c'est cela qui sera notre défaite : avoir persisté dans cette perception des Autres et dans cette attitude paternaliste : croire qu'on sait mieux qu'eux ce qui est bon pour eux ; et croire qu'ils ne comprennent que la force. Enfin, cette attitude de ne jamais, jamais discuter avec eux, de ne jamais prendre leurs rébellions au sérieux et de classer ces rébellions soit comme des erreurs, soit comme de la délinquance, soit encore comme des émeutes. Jamais on n'essaie de comprendre contre quoi ces gens se révoltent.

Mais les gens ne se révoltent pas pour rien, contre rien. En France on le comprend pourtant assez bien : il existe du respect pour les gens qui font la grève, par exemple un respect de la part des usagers pour les employés de la SNCF, de la RATP. Nombreux sont ceux qui disent, en parlant des grévistes : « *On les comprend* ». Mais les mêmes personnes refusent de comprendre les descendants des anciens colonisés, refusent de se mettre à leur place. Il y a un *gouffre de caste* qui avale, qui annule toute possibilité d'identification, et donc d'empathie. Et ce refus d'empathie ne va pas jouer en faveur du pays.

Dans la commission "burqa" [*sic*][18], présidée par le député André Gérin et dont le rapporteur était le député Éric Raoult, c'était lamentable

16. Blogs consultés en 2005 en réaction à l'Appel des Indigènes de la République.

17. *Idem.*

18. Mission d'information sur la pratique du port de voile intégral sur le territoire national, créée par la conférence des présidents le 23 juin 2009. Ce qui est visé, c'est — comme le dit le titre de la

de voir le mépris que les parlementaires qui la constituaient avaient pour une partie de la population française ainsi que leur ignorance des lois qu'ils sont censés faire repecter, à commencer par la Constitution !

Les juristes auditionnés leur disaient : « *Alors ça, vous ne pouvez pas le faire* ». « *Ah bon, pourquoi ?* ». « *Et bien, parce que notre Constitution...* ». Les députés ouvraient de grands yeux, comme s'ils n'avaient jamais lu la Constitution. Les juristes continuaient : « *Et de toute façon, la Cour de Strasbourg* [la Cour européenne des droits de l'homme] *va vous retoquer* ». « *Ah ! Mais il y a la volonté du peuple !* », répondaient les députés. Ils estimaient que la volonté du "peuple" — de quel peuple ? — devait l'emporter sur les conventions internationales ratifiées par leurs prédécesseurs, qui représentaient... le même peuple ! Et ils prétextaient du racisme de ce "peuple", alors même que ce racisme a été sciemment cultivé et encouragé par des politiciens, pour des raisons électorales, et toléré par nos différents gouvernements depuis 40 ans.

Le président de la Cour de Cassation leur a dit que toutes les personnes vivant sur le territoire (y compris donc les femmes portant le voile intégral, la fameuse "burqa") avaient *des libertés fondamentales*. Il fallait voir l'expression de certains de ces députés membres de la commission apprenant que même « *ces gens* » — des femmes pour commencer, et en plus des femmes que certains traitaient de « *sacs de pommes de terre* » — ont des libertés fondamentales. Ils en étaient tout retournés, les pauvres ! L'un d'eux a dit : « *Mais est-ce qu'on ne peut pas parler de la dignité de LA femme ?* ». Les juristes leur ont répondu que non, qu'on ne peut pas définir la dignité d'une personne à la place de cette personne : chaque personne est juge et maîtresse de sa propre dignité. Cela non plus ils ne le comprenaient pas : qu'ils ne puissent pas imposer *leurs* notions, *leur* justice, *leur* idée de *notre* dignité à des femmes, de surcroît des "bougnoules"... ça les scandalisait. Ce qui heurtait leur conception d'eux-mêmes comme *guides* et quasiment *tuteurs* de cette partie indigne de la population.

Que nos députés, que nos représentants — car ce sont nos représentants — puissent avoir de telles représentations des gens, des lois, de la dignité, de "LA" [*sic*] femme, tout cela montre que les Indigènes de la République, Sadri Khiari, Houria Bouteldja, Saïd Bouamama et la ZEP ne se trompent pas : il existe bien une continuité entre aujourd'hui et la période coloniale.

---

mission — le « *voile intégral* », appelé aussi *niqab*, et nullement la *burqa*, qui est un vêtement afghan.

Un dernier exemple : je tombe sur une émission animée par Franz-Olivier Giesbert où l'un des invités était l'écrivain Yasmina Khadra[19]. L'un des sujets était évidemment la « *burqa* ». Yasmina Khadra dit : « *Mais ces femmes, elles doivent avoir leurs raisons ; avant de passer une loi il faudrait peut-être dialoguer avec elles* ». Franz-Olivier Giesbert répond : « *Vous voulez dire qu'il faut aller leur parler et leur expliquer que c'est pas bien ?* ». Voilà ce qu'est le dialogue pour lui. Un vrai dialogue avec des gens que l'on considère comme "des sacs à patates", c'est inconcevable pour lui. Il est clair que tant que cette attitude persistera, on n'arrivera à rien, ou alors à la guerre civile. Le fossé se creuse entre les gens comme Franz-Olivier Giesbert, qui continue à raisonner comme un colon, qui veut bien parler de haut en bas à des idiots, mais pas d'égal à égal, et des gens comme les Indigènes, qui n'ont plus de patience et ne supporteront plus un seul camouflet sans répliquer.

Pour l'instant nous mangeons notre pain blanc, sans jeu de mots. Ou plutôt, nous l'avons mangé. La facture sera présentée un jour — et ce jour arrivera très vite — à la société blanche.

❑

19. *Vous aurez le dernier mot*, débat sur l'identité nationale, France 2, 15 janvier 2010.